

## ETAT ET MARCHE A L'HEURE DE LA MONDIALISATION Babel comme perspective sociologique.

Marc Jacquemain

Le thème proposé pour ce colloque ne constitue pas un vraiment un objet, plutôt un domaine de recherche qui justifierait à lui seul une bibliothèque entière. Pour proposer une réflexion adaptée au cadre limité (de temps et d'espace) prévu, j'ai choisi de parcourir brièvement quelques textes emblématiques de la manière dont la sociologie contemporaine aborde la mondialisation en proposant des « grilles de lisibilité », parfois fort générales, il est vrai mais utiles pour tenter de dégager un sens plausible. Le point de vue du *sens*, dans l'optique définie par Weber est sans doute celui qui met le mieux en lumière l'éclairage propre de la sociologie : le sens que les acteurs donnent à leur action et celui qu'ils donnent au contexte dans lequel ces actions s'insèrent. Or, la mondialisation – ou la globalisation, comme disent les anglo-saxons – se prête d'autant plus aux effets de sens qu'il s'agit d'un concept impossible à ramener à une lecture univoque. Ce texte invite donc à un voyage dans « l'imaginaire » sociologique contemporain de la mondialisation, si l'on veut bien accorder à ce mot « imaginaire » la signification de « représentation partiellement arbitraire du monde » et non, bien sûr, celle de construction fantasmatique.

La deuxième idée qui guidera ce parcours est que, l'objet privilégié du sociologue, la *société*, n'apparaît pas dans les trois termes qu'il s'agit de mettre en relation. Elle constitue un peu le « point aveugle » de la thématique retenue. L'objet de cette communication résidera dès lors moins dans l'analyse directe des relations entre Etat, marché et mondialisation, que dans la manière dont ces relations affectent le terme absent : la société – quelle que soit la manière dont on la définit.

Enfin, la troisième idée est que l'articulation entre Etat et marché peut aussi se lire comme un aspect de l'articulation entre *régulation économique* et *régulation politique*, tout en admettant qu'il n'y a correspondance que partielle entre les deux distinctions. J'ai donc quelque peu détourné la thématique initiale pour l'élargir, poursuivant ainsi une réflexion entamée ailleurs sur les conditions de la démocratie<sup>1</sup>, en tentant de voir comment l'introduction de la mondialisation en modifie éventuellement les données.

### **Le politique et l'économique ou les deux formes de la liberté.**

On peut prendre le terme « d'Etat » au sens de la définition classique de science politique à savoir, l'ensemble composé d'un territoire, d'une population et d'un pouvoir prééminent : « La notion « d'Etat » désigne précisément une formation revendiquant le droit légitime, tout en possédant les ressources nécessaires, de forger et de faire appliquer les règles et les normes organisant le cours des affaires au sein d'un territoire déterminé »<sup>2</sup>. En face de l'acteur étatique, qui est évidemment ainsi défini comme acteur composite, le marché, lui, même si le discours tend parfois à le personnaliser, est un dispositif de régulation. Il est « ce qui rend la relation entre producteurs et consommateurs non manipulables : une structure de prix et des exigences de qualité qui sont cohérentes entre elles ».<sup>3</sup>

---

<sup>1</sup> Jacquemain M. *La raison névrotique. Individualisme et société*, Bruxelles, Labor, coll. « Liberté, j'écris ton nom », 2002.

<sup>2</sup> Bauman Z., *Le coût humain de la mondialisation*, Paris, Hachette, 1999, p. 95

<sup>3</sup> Cohen D., *Richesse du monde, pauvreté des nations*, Paris, Flammarion, 1997

Mais l'articulation entre Etat et marché peut se lire aussi, au plus près de notre monde vécu, comme un aspect de l'articulation entre deux formes d'exercice de notre liberté : ce que, dans un texte antérieur, j'avais appelé *liberté individuelle* et *liberté collective* ou encore liberté du consommateur et liberté du citoyen.

Cette distinction, avait déjà été posée quasi en ces termes en 1819 par Benjamin Constant lorsqu'il opposait la « liberté des anciens » et la « liberté des modernes »<sup>4</sup>. « *Le but des anciens* disait Constant *était le partage du pouvoir social entre tous les citoyens d'une même patrie : c'était là ce qu'ils nommaient liberté. Le but des modernes est la sécurité dans les jouissances privées et ils nomment liberté les garanties accordées par les institutions à ces jouissances* ». Et, pour Constant, le choix entre les deux types de liberté était clair : « *nous ne pouvons plus jouir de la liberté des anciens, qui se composait de la participation active et constante au pouvoir collectif. Notre liberté à nous doit se composer de la jouissance paisible de l'indépendance privée* ».

On ne peut manquer d'être frappé par le fait que, deux siècles plus tard, l'opposition dessinée par Constant reste à ce point pertinente dans le débat public. Dans les termes qui nous occupent ici, on peut dire que le marché est le dispositif « idéal-typique » de l'exercice de la liberté individuelle : il permet à chacun de choisir sans autre contrainte que les prix et son revenu, en fonction de ses préférences. Mais le marché n'est pas un dispositif adéquat pour l'exercice de la liberté collective : on sait au moins depuis Condorcet que l'agrégation de préférences individuelles rationnelles ne suffit pas forcément à dégager des préférences collectives cohérentes. Le dispositif idéal-typique d'exercice de la liberté collective, dans un Etat démocratique, c'est la *délibération publique*. C'est elle qui permet le *choix social*. Dans un ouvrage célèbre de 1970 écrit sans référence aucune à Constant, l'économiste Albert Hirschman défend une idée fort proche : lorsqu'on est insatisfait d'une situation ou d'une organisation à laquelle on appartient, on a le choix entre deux stratégies : *exit* et *voice*<sup>5</sup>. « Exit », est l'arme du marché, celle du consommateur, de l'investisseur ou du travailleur : celui qui n'est pas satisfait fait défection. Il cesse d'acheter le produit, il cesse d'offrir ses services, il investit ailleurs. « Voice » est l'arme du politique, celle du citoyen : il s'agit non plus d'agréger des choix mais de faire entendre sa voix, ce qui suppose effectivement que les citoyens<sup>6</sup> discutent, négocient, argumentent et aboutissent à un accord, fût-il provisoire.

Il y a bien sûr une relation complexe entre la liberté individuelle et la liberté collective. Dans la plupart des circonstances, on ne peut maximiser l'une et l'autre simultanément et en cela sans doute Constant avait-il raison. Mais ce qu'il a moins vu, c'est que l'une dépend aussi crucialement de l'autre. Pour Constant, la liberté des anciens se justifiait jadis, dans les Cités-Etats, par le fait que, les citoyens étant en petit nombre, chacun pouvait percevoir les effets de sa propre participation à la décision publique. Mais ce que chaque citoyen retirait de cette perception, c'était avant tout une question de ce qu'en langage contemporain, nous appellerions l'estime de soi ou la reconnaissance sociale : « *Chacun sentant avec orgueil tout ce que valait son suffrage, trouvait dans cette conscience de son importance personnelle un ample dédommagement. Ce dédommagement n'existe plus aujourd'hui pour nous. Perdu dans la multitude, l'individu n'aperçoit presque jamais l'influence qu'il exerce. Jamais sa volonté*

---

<sup>4</sup> Constant, B. « De la liberté des anciens comparée à celle des modernes », Discours prononcé à l'Athénée de Paris (1819) in Constant B. *Ecrits politiques*, Paris, Gallimard, coll. Folio, 1998

<sup>5</sup> Hirschman, A.O. *Exit, voice, and loyalty. Response to decline in firms, organizations and States*, Harvard University Press, Cambridge (Mass), 1970. Traduction française : *Défection et prise de parole*, Paris, Fayard, Coll. "L'espace du politique", 1995.

<sup>6</sup> Ou, comme on dirait aujourd'hui assez facilement les « stakeholders ».

*ne s’empreint sur l’ensemble, rien ne constate à ses propres yeux sa coopération* ».<sup>7</sup> Si la participation à la décision publique n’apporte comme bénéfice que la satisfaction de notre orgueil de citoyens, alors, la liberté des anciens apparaît effectivement comme assez illusoire ou comme on dirait aujourd’hui, « idéologique », en face de la liberté bien concrète de disposer de nous-mêmes et de nos propres affaires avec le moins d’entrave possible. Or, on peut défendre que cette est une erreur de perspective. La liberté collective, quand on y réfléchit bien, n’est en rien une liberté plus abstraite ou moins fondamentale que la liberté individuelle : c’est une liberté qui nous manque très concrètement lorsque nous en sommes privés. « *Par exemple, on peut opposer la liberté (individuelle) du consommateur de choisir entre une multitude de produits au sein de l’hypermarché local et la liberté (collective) des citoyens de décider s’ils veulent vivre dans une société dominée par les hypermarchés ou dans une société où les petits commerces auraient leur place. Mais la distinction est surtout conceptuelle : c’est la même personne qui, le samedi après-midi, se livre au rituel des « courses hebdomadaires » et, le dimanche matin, constate non seulement que son quartier résidentiel est désert mais qu’il lui est impossible de trouver la bouteille d’huile ou les sandwiches qu’il a oublié d’acheter la veille (...) La liberté de vivre dans des quartiers agréables plutôt que dans des blocs résidentiels déserts est une liberté qui ne nous est pas accessible individuellement (elle ne peut résulter que de la décision collective des citoyens) mais c’est une liberté dont nous ressentons personnellement et individuellement la perte* »<sup>8</sup>

C’est cette signification très concrète de la liberté collective qu’exprime la définition de la démocratie proposée à la fin du 20<sup>ème</sup> siècle par un autre Benjamin, Barber, et qui prend à contre-pied la logique de Benjamin Constant : « *La souveraineté des Etats démocratiques dit Barber, (...) n’est rien d’autre que la souveraineté des citoyens à même de faire des choix collectifs conscients régulant les conséquences involontaires de leur comportement comme individus privés et comme consommateur* »<sup>9</sup>

On peut donc penser que Constant n’a pas accordé assez d’importance à la liberté collective et que cela peut donner des armes aux « étatistes » dans le débat sur la régulation par le marché ou par l’Etat. Mais le manque principal dans son texte est peut-être ailleurs : il y manque précisément une idée de la *société*, ou plus exactement une *problématisation* de la société. Constant parle des « nations » comme il parle des « individus », à savoir comme de réalités allant de soi. C’est qu’il écrit au moment du triomphe de la bourgeoisie marchande, mais avant la révolution industrielle. Sous le capitalisme industriel, la transformation des conditions de vie de l’immense majorité de la population – dans un sens catastrophique au début – va faire passer au premier plan la *question sociale*, c’est-à-dire la question de l’intégration de la société à partir de groupes sociaux profondément contradictoires. L’unité de la société ne va plus de soi. Et c’est cette question de l’unité de la société qui va faire finalement pencher la balance du côté de la liberté collective dans le troisième quart du 20<sup>ème</sup> siècle, après deux guerres mondiales et une crise économique majeure. L’aboutissement du processus, cette courte période que l’on a appelée les « trente glorieuses » ou les « golden sixties » selon que l’on était d’un côté ou de l’autre de l’Atlantique, peut être considéré comme le triomphe très provisoire de l’Etat sur le marché – ou, si l’on veut, de la liberté des anciens sur la liberté des modernes. On ne reviendra pas ici sur l’histoire de cette période si ce n’est pour rappeler qu’elle est apparue à ses contemporains comme la preuve, contre Marx, que le capitalisme pouvait être social et avait même produit, dans le monde occidental, la

---

<sup>7</sup> Constant, B., *ibidem*.

<sup>8</sup> Jacquemain M, 2002, *op. cit.* p. 65

<sup>9</sup> Barber B., *Djihad VS Mc World*, Paris, Desclée de Brouwer, 1996

société la plus intégrée, a bien des égards, de toute l'histoire humaine. Nombreux étaient les économistes et les sociologues, y compris parmi les libéraux, qui à l'époque considéraient ce triomphe comme définitif. Entre les économies du bloc soviétique, collectivisées à 75 ou 80 % et les économies de l'ouest, collectivisées souvent autour de 40 %, une sorte de « juste milieu », pensaient beaucoup, allait sans doute s'installer : c'était la théorie de la convergence. Les libéraux qui, comme Raymond Aron, résistaient à cette idée le faisaient le plus souvent au nom de la liberté des modernes selon la conception de Constant, mais en concédant l'efficacité sociale supérieure de l'économie planifiée sur le marché. En 1976, au moment où, on le sait aujourd'hui, cette période prend fin, voici ce qu'écrivait un éminent professeur de cette Université : « *Une des seules choses qui paraissent assurées, dans l'ensemble de [nos] pays, est que le rôle de l'Etat dans la vie économique et sociale est encore appelé à se renforcer. Qu'il s'agisse de gérer la stagnation ou de contrôler les poussées désordonnées d'une nouvelle ère de croissance. Tout semble concourir à cette évolution, les succès du capitalisme comme ses échecs. Les succès : en raison de l'augmentation des revenus la demande du public se tourne de plus en plus vers des biens et services (éducation, culture, environnement) qu'il appartient surtout aux pouvoirs publics de produire et (ou) de subventionner ; la technologie avancée d'aujourd'hui se traduit par des immobilisations considérables que souvent seul l'Etat peut consentir. Les échecs : la lutte contre le chômage permanent, qui a plutôt tendance à s'aggraver et les inégalités sociales, qui n'ont plus tendance à se réduire, réclame une action de l'Etat amplifiée et renouvelée. Cette tendance apparemment inéluctable [...] peut être décrite comme l'évolution vers un certain socialisme (...)*<sup>10</sup> » C'était à l'époque l'opinion considérée comme la plus raisonnable parmi les économistes, quelle que soit leur école d'appartenance, à part peut-être, la poignée de ceux qui, sous la tutelle intellectuelle de Hayek, préparaient la « révolution néo-libérale ». On sait aujourd'hui que ce scénario ne s'est pas réalisé ou plutôt qu'il s'est, à un moment, enrayé. La liberté des modernes est dans nos sociétés, redevenue aujourd'hui très largement dominante, sinon toujours dans les faits, du moins dans les consciences et les préoccupations.

A ce stade de l'exposé, le lecteur s'attend à ce qu'entre en scène le troisième larron : la mondialisation. Or avant d'en arriver là, l'idée que je souhaite défendre est que le nouveau retournement de tendance *n'est pas prioritairement dû à la mondialisation*. Il prend ses racines dans un phénomène endogène aux sociétés occidentales : la tendance lourde à l'individualisation, portée par la transformation des valeurs occidentales que Ronald Inglehart avait baptisée, dès 1977, de *Révolution silencieuse*.<sup>11</sup>

### **Radicalisation de la modernité.**

Pour des raisons que j'ai expliquées ailleurs<sup>12</sup> l'idée de « liberté collective » et de choix social a été, ces trente dernières années, en perte de vitesse, indépendamment de la mondialisation elle-même. On peut, comme le propose Anthony Giddens<sup>13</sup>, y voir une reprise et même une radicalisation du mouvement de la modernisation occidentale, poussant à la rationalisation et à l'individualisation, mouvement un temps interrompu par la prégnance de la question sociale,

<sup>10</sup> Quaden G. *Le néo-capitalisme*, Paris, Jean-Pierre Delarge, 1976.

<sup>11</sup> Inglehart R. *The silent revolution*, Princeton, Princeton University Press, 1977. Voir aussi, pour extension à l'échelle du monde : Inglehart R. *Modernization and postmodernization*, Princeton, Princeton University Press, 1997.

<sup>12</sup> Jacquemain M., 2002 op. cit.

<sup>13</sup> Giddens A., « Living in a post-traditional society » in Beck U., Giddens A., Lash S., *Reflexive modernization*, London, Polity Press, 1995, p. 56-109

précisément. On peut aussi comme le propose l'économiste Daniel Cohen<sup>14</sup>, y voir la fin de l'alliance entre l'économique et le social, qui faisait le cœur de ce qu'on appelé le « fordisme ». On peut, avec Alain Touraine, y déceler la fin de la forme européenne de la modernisation, celle qui s'appuie sur l'idée d'une « société auto-fondée et auto-justifiée »<sup>15</sup>. On peut encore réunir toutes ces interprétations autour de l'idée de « société en réseau », comme le fait Manuel Castells dans sa monumentale trilogie de la toute fin du 20<sup>ème</sup> siècle<sup>16</sup>. Toutes ces interprétations fort globalisantes – et assez largement convergentes – contribuent à éclairer le nouvel équilibre de valeurs qui s'installe progressivement à partir de la fin des années 60 aux Etats-Unis comme en Europe occidentale et qui va devenir beaucoup plus favorable à la « liberté des modernes ». Mais au fond, le mécanisme commun sous-jacent à toutes ces lectures peut être décrit assez simplement : la société des trente glorieuses, qu'on l'appelle « Etat-Providence » ou « modèle fordiste », ou encore « modèle social-démocrate » – toutes ces réalités ne se recouvrant bien sûr que partiellement – a été au fond *victime de son succès*. C'est parce qu'elle a réussi à assurer les bases collectives de la sécurité d'existence que cette société-là a produit des individus plus intransigeants quant à la libre disposition d'eux-mêmes, plus rétifs aux embrigadements collectifs, plus soucieux de saisir les opportunités – très hétérogènes au demeurant – qui s'offrent à eux. Cette idée que la sécurité d'existence produit le renouveau de l'individualisme, longuement argumentée à coup de grandes enquêtes quantitatives par l'équipe de Ronald Inglehart, a été résumée en une formule lapidaire mais lumineuse par Marcel Gauchet : « *Qu'est-ce que l'individualisme contemporain sans la sécurité sociale ?* »<sup>17</sup>. Mais bien sûr, on peut inverser la question : l'individualisme contemporain, produit de la sécurité sociale, est-il compatible avec sa pérennisation ?

Pour la France, ce retournement de tendance a été lumineusement décrit par Luc Boltanski et Eve Chiapello dans *Le nouvel esprit du capitalisme*<sup>18</sup> qui s'articule autour de l'analyse de mai 68 et de ses retombées : la critique soixante-huitarde était à la fois anti-capitaliste et anti-autoritaire mais les transformations sociales n'en ont retenu que le deuxième aspect. Lorsqu'ils décrivent ce processus par le menu et avec beaucoup d'érudition, Boltanski et Chiapello, sur 850 pages d'analyse serrée, n'en consacrent que 10 à la mondialisation. C'est donc bien que, pour eux aussi, le retournement idéologique en faveur de la liberté des modernes contre la liberté des anciens s'est joué, d'abord, dans l'ordre interne des sociétés occidentales. Relisons de nouveau Marcel Gauchet : « *Nous avons vu, au 20<sup>ème</sup> siècle, des aspirations démocratiques dévoyées alimenter l'ambition d'une puissance collective totale, prête à broyer ses membres sans états d'âme, puisque « ce sont les masses qui font l'histoire ». Nous nous trouvons désormais devant une entente majoritaire de la démocratie qui sacralise à ce point les droits des individus où elle se fonde qu'elle sape la possibilité de leur conversion en puissance collective* »<sup>19</sup>

Est-ce à dire que, dans l'ordre interne de nos sociétés, nous assistons au « triomphe du marché » ? Les choses me paraissent plus compliquées. On ne peut pas ramener

<sup>14</sup> Cohen D., *Trois leçons sur la société post-industrielle*, Paris, le Seuil, Coll. « La couleur des idées », 2006.

<sup>15</sup> Touraine A. *Un nouveau paradigme. Pour comprendre le monde aujourd'hui* Paris, Fayard, 2005.

<sup>16</sup> Castells M. *L'ère de l'information* Tome 1 : *La société en Réseaux*, Paris Fayard, 1998. Tome 2 : *Le pouvoir de l'identité*, Paris, Fayard, 1999. Tome 3 : *Fin de millénaire*, Paris, Fayard, 1999

<sup>17</sup> Gauchet M., *La démocratie contre elle-même*, Paris, Gallimard, coll. Tel, 2002. Gauchet consacre une bonne partie de l'ouvrage à démontrer que l'autonomie de l'individu arrachée à l'autoritarisme traditionnel s'est appuyée sur la construction d'un appareil d'Etat bureaucratique toujours plus puissant : « *Le fait est là, qui exige d'être médité : expropriation étatique et consolidation des droits de l'homme ont jusqu'à présent progressé de concert* » (op. cit. p. 21)

<sup>18</sup> Boltanski L., Chiapello E., *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, nrf, coll. « essais », 1999.

<sup>19</sup> Gauchet M., op. cit. p. XXVII.

l'individualisation uniquement à de la dépolitisation. Car l'individualisme se manifeste de manière contradictoire : « [il] porte aussi bien, à un bout, l'exigence de participation et la revendication de la démocratie directe que l'aspiration, à l'autre bout, à une privatisation intégrale des existences »<sup>20</sup>. Le pouvoir politique ne disparaît pas mais ce qui devient extrêmement difficile à définir, c'est le lieu où se constitue et s'exprime la *volonté générale* (l'image même de l'adversaire pour Benjamin Constant) – d'autres diraient le *bien commun*. On voit donc se constituer dans l'ordre politique lui-même une sorte de pouvoir « de fait » ou de « pouvoir sans autorité », appuyé à la fois sur la force des agents économiques, mais aussi sur la puissance des experts, et sur de multiples lieux d'élaborations d'un « consensus » plus ou moins virtuel, plus ou moins explicite qui se perçoit moins, en définitive, par ce qu'il exprime que par ce qui lui résiste<sup>21</sup>. Pour définir l'Etat, dans ce contexte, le politologue français Zaki Laïdi parle de « *d'acteur fractal* » : il est à la fois « le tout et la partie du tout ». L'Etat ne « surplombe » plus sa propre société puisqu'il est constamment en négociation avec des parties de lui-même à travers de multiples procédures de consultation et de concertation<sup>22</sup>. Cet exercice « mou » du pouvoir – mais pas forcément d'un pouvoir faible – correspond au moins en partie à ce dont parlent les juristes, me semble-t-il, lorsqu'ils évoquent la « contractualisation des normes ». Il y aurait certainement beaucoup à dire de cette articulation peu claire (et déséquilibrée) entre liberté individuelle et liberté collective qui caractérise aujourd'hui les sociétés d'Europe occidentale<sup>23</sup>. Cela dépasserait toutefois largement les limites de ce texte.

Mais si la mondialisation n'est pas initialement responsable du nouvel équilibre, plus défavorable à la liberté collective, elle rend néanmoins l'exercice de cette liberté collective encore plus difficile. C'est que le choix social, le plus souvent, est lié à la notion de « territoire ». Il existe bien sûr des communautés non territorialisées<sup>24</sup>. Mais, lorsque nous avons un choix collectif à faire, le plus souvent, il s'articule à un territoire. L'Etat, dans sa conception classique d' « Etat-nation » constitue en somme le lieu du choix social « prééminent », celui qui est supposé régir tous les autres choix et n'être lui-même régi par rien d'autre, si ce n'est, bien sûr, qu'il doit tenir compte minimalement de l'existence d'autres Etats à ses côtés. C'est dans ce sens que Barber utilise le terme de « souveraineté » : dans sa conception de la démocratie, les citoyens sont souverains à l'échelle du territoire de l'Etat au sens où ils ont le loisir de procéder aux arbitrages ultimes relatifs à ce territoire. La souveraineté suppose évidemment que le territoire soit suffisamment contrôlé pour que les choix collectifs faits par ceux qui y vivent soient appliqués. Or, si tant est que cette

---

<sup>20</sup> Gauchet M., op. cit. p 355

<sup>21</sup> Ainsi, par exemple, la politique d'asile ne fait l'objet de débats publics qu'à la suite des actions de ceux qui la contestent, les candidats réfugiés et leurs soutiens.

<sup>22</sup> Laïdi Z., *Un monde privé de sens*, Paris, Hachette, coll. Pluriel, 2001 : « *L'acteur étatique réussit de moins en moins à asseoir sa légitimité sur le simple fait que ses représentants ont reçu l'onction du suffrage universel. Jour après jour, il est tenu de multiplier les procédures de consultation et de contractualisation dans l'édiction des normes pour pallier les insuffisances de légitimité ou d'efficacité des institutions représentatives. Par ce fait même, il s'accepte lui-même comme une simple partie d'un tout et non plus simplement comme l'expression d'un tout* » p. VIII.

<sup>23</sup> A contrario, l'émergence d'un volontarisme politique, comme celui de Nicolas Sarkozy durant la campagne présidentielle française – fût-il plutôt de forme que de fond – par les effets de ralliement qu'il suscite, montre bien le peu de visibilité des formes actuelles de légitimation du choix social

<sup>24</sup> Un exemple-type étant par exemple, les religions : une religion – qu'elle prenne ou non la forme d'une structure ecclésiale – n'existe qu'en tant qu'elle contraint ses membres à pratiquer minimalement certains rites et, idéalement, à professer certaines croyances. Rappelons que la Communauté Wallonie-Bruxelles était initialement conçue, idéalement, comme une communauté déterritorialisée. C'est le jeu des complexes équilibres belgo-belges qui en fait la réalité hybride qu'elle est devenue.

souveraineté « idéatypique » ait jamais pleinement existé, c'est bien sûr elle que vient remettre en cause la mondialisation.

### **La déterritorialisation.**

Mais comment, d'abord, définir la mondialisation ? On peut relever, semble-t-il deux grands types de définition dans la littérature sociologique.

Le premier type, on l'empruntera à Zaki Laïdi, déjà cité. Si on voit, dit-il en substance, la mondialisation comme le développement des flux internationaux (de capitaux, d'informations, et, dans une nettement moindre mesure, d'hommes), alors, on peut à l'instar de nombreux économistes, relativiser sa nouveauté : dans ce contexte, on peut la définir comme « *un phénomène historique né véritablement au début du 19<sup>ème</sup> siècle, mais dont le mouvement a été cassé par les deux guerres mondiales et la crise de 1929. L'ouverture des marchés et la libre circulation des capitaux d'aujourd'hui ne constituerait ainsi qu'un processus de retour à une sorte de normale historique* »<sup>25</sup>. On trouvera un développement magistral de cette conception dans le livre le plus connu de l'économiste Pierre-Noël Giraud, « *L'inégalité du monde* », sur lequel je serai amené à revenir.<sup>26</sup>

Mais, si la mondialisation n'est que cela, d'où vient l'impression de radicale nouveauté qui envahit la majorité des discours, savants ou profanes ? C'est que, précisément, le phénomène ne peut se réduire à « *une simple addition de séries statistiques sur le commerce et l'investissement* ». Il constitue également une « *représentation du monde* ». On peut y voir, même, « *l'entrée symbolique du monde dans l'intimité sociale et culturelle de chaque société, avec les effets en chaîne que cette proximité, souhaitée ou redoutée, réelle ou fantasmée entraîne [...] sur notre manière de voir, d'entendre et d'éprouver le monde* »<sup>27</sup>. Cette deuxième représentation doit moins à l'analyse économique et est plus typique des sociologues. On en trouve des exemples paradigmatiques à nouveau chez Zygmunt Bauman ou encore, chez Anthony Giddens. Bauman parle tout simplement de « *compression spatio-temporelle* »<sup>28</sup>. Quant à Giddens, dès le tout début des années 90, il évoque, la « *dissociation du temps et de l'espace* » et « *l'extraction des relations sociales des contextes locaux d'interaction, puis leur restructuration dans des champs spatio-temporels indéfinis* »<sup>29</sup>.

Derrière le côté quelque peu « lyrique » du vocabulaire sociologique, on voit bien qu'il y a là deux représentations, deux « imaginaires<sup>30</sup> » de la mondialisation : d'un côté, elle est avant tout perçue comme accélération et internationalisation de flux économiques ; de l'autre, elle est un opérateur de transformation de l'expérience humaine, modifiant notamment la nature des relations sociales. Giddens, dans tous ses textes, insiste ainsi beaucoup sur l'importance nouvelle que prennent les relations sans « co-présence » et surtout, sur l'interdépendance entre des acteurs distants et inconnus les uns des autres. Bauman, de son côté, suggère que l'existence même des communautés humaines a toujours dépendu du différentiel entre la communication interne et la communication avec l'extérieur. C'est notamment l'évolution de

---

<sup>25</sup> Laïdi Z., *La mondialisation comme phénoménologie du monde*, texte non publié, 1999.

<sup>26</sup> Giraud P.-N., *L'inégalité du monde. Economie du monde contemporain*, Paris, Gallimard, 1996.

<sup>27</sup> Laïdi Z., *ibidem* 1999.

<sup>28</sup> Bauman Z., *op. cit.* p. 8

<sup>29</sup> Giddens A., *Les conséquences de la modernité*, Paris, l'Harmattan, 1994, p. 30.

<sup>30</sup> Au sens défini supra de représentation globalisante, toujours partiellement arbitraire, mais qui propose une « mise en ordre ».

ce différentiel, autrefois extrême, aujourd'hui pratiquement nul, qui gouvernerait la transformation des relations sociales : « *Aujourd'hui, la fragilité et la faible durée de vie des communautés semblent justement résulter avant tout de la diminution, voire de la disparition de cet écart : si la transmission est de toute façon instantanée (dans les deux cas), la communication intracommunautaire ne possède plus aucun avantage sur l'échange intercommunautaire* »<sup>31</sup>

Avec Sophie Grenade, dans un article précédent, nous avons proposé de baptiser respectivement « marché global » et « village global » ces deux configurations représentationnelles, qui ne sont d'ailleurs pas exclusives l'une de l'autre<sup>32</sup>. Derrière l'une et l'autre, on voit poindre un même facteur causal sur lequel tout le monde s'accorde : l'écrasement massif des coûts relatifs des communications et des transports. Mais même si, sur ce point, l'imaginaire du « marché global » et celui du « village global » se ressemblent, ils diffèrent sur d'autres points essentiels, comme l'estimation de la radicalité des transformations sociales ou encore le poids accordé aux logiques intentionnelles (dans quelle mesure la mondialisation était-elle inévitable et dans quelle mesure est-elle le résultat de logiques intentionnelles des acteurs dominants ?).

Il reste que, dans les deux types de définition, la mondialisation traduit la perte de contrôle d'une communauté sur son territoire. C'est peut-être Philippe Van Parijs qui a exprimé le mieux le mécanisme à l'œuvre lorsqu'il dit que l'Etat commence de plus en plus à ressembler à une entreprise : les facteurs qui produisent la richesse sociale sont « ... *de moins en moins des choses dont il [l'Etat] a la maîtrise, des choses dont il peut dire « c'est à nous » : « notre épargne », « nos entreprises », « notre main d'œuvre », « notre demande ». Ce sont au contraire des choses toujours plus mobiles, plus insaisissables, qu'il faut constamment avoir le souci d'attirer et de retenir en assurant des conditions financières suffisamment attrayantes* »<sup>33</sup>. On va donc vers un monde où les Etats se conduisent progressivement comme des entreprises capitalistes classiques, qui sont en concurrence les unes avec les autres pour les facteurs de production les plus intéressants et les débouchés les plus intéressants. Mais il y a évidemment quelque chose qui continuera fondamentalement à différencier acteurs étatiques et acteurs entrepreneuriaux : le territoire. Les Etats – et les sociétés ! – sont « attachés à la glèbe ». Ils ne peuvent rivaliser sur ce plan avec les autres acteurs capitalistes, du moins avec les plus mobiles d'entre eux. Là où émerge un « marché global », les acteurs mobiles peuvent mettre en concurrence les territoires. Certes, tous les acteurs de l'économie mondiale sont loin d'être aussi mobiles. Le petit artisan connu localement est tout aussi « immobile » que son environnement parce qu'il en dépend crucialement pour la réussite de ses projets. A une échelle plus vaste, les entreprises industrielles classiques sont évidemment moins mobiles que les groupes financiers ou les fonds de pension. Il reste que se constitue ainsi progressivement un réseau d'acteurs de toutes sortes dont l'horizon de calcul ou, si l'on veut, l'horizon de recherche d'opportunités s'élargit considérablement.

Or précisément, cette perte de contrôle peut parfaitement être décrite dans les termes de l'opposition entre liberté individuelle et liberté collective : « *en tant qu'investisseurs, en tant que travailleurs, en tant que consommateurs, nous jouissons d'une liberté de plus en plus*

---

<sup>31</sup> Bauman Z., op. cit. p. 28

<sup>32</sup> Grenade S. et Jacquemain M. « Les imaginaires de la mondialisation », *Politique*, février 2005. Sophie Grenade a par ailleurs développé une analyse des différences entre l'imaginaire « libéral » et « altermondialiste » de la mondialisation dans un passionnant mémoire de licence en sociologie : *Des images de la globalisation. Analyse des imaginaires de la globalisation au sein du MR et au sein d'Attac*, Liège, Université de Liège, 2004

<sup>33</sup> Van Parijs Ph., *Sauver la solidarité*, Paris, Editions du Cerf, 1995, p. 66



*grande d'échapper aux limites territoriales. Et c'est précisément en raison de cette liberté croissante de chacun d'entre nous que la communauté politique dont nous sommes membres voit sa marge de manœuvre graduellement réduite à celle d'une entreprise qui a à « mériter » l'offre de ses facteurs et la demande pour ses produits au lieu de pouvoir (...) en disposer souverainement »<sup>34</sup>.*

Ainsi, pour certains économistes le simple fait de l'internationalisation du capitalisme, ou de sa « nomadisation » (Giraud<sup>35</sup>) rend à terme illusoire le maintien d'un contrat social « protecteur » (ou encore « généreux », comme on tend à dire aujourd'hui, non sans cynisme). Dans cette logique, les entreprises ne peuvent envisager une répartition  *négociée*  de la valeur ajoutée au sein de la société que si leurs concurrents et les clients sont soumis aux mêmes règles, donc, si elles se situent pour l'essentiel sur un territoire géré par la même autorité politique. Dans le cas contraire, sous peine de disparaître, elles sont contraintes de s'aligner sur les acteurs extérieurs les plus exigeants, ceux qui bénéficient des conditions les plus favorables pour eux-mêmes, ce qui signifie, en général, les moins favorables pour les territoires qui les abritent. Dès lors, la porte est ouverte pour la concurrence entre territoires par la baisse des salaires ou par le dumping fiscal<sup>36</sup>. Dès lors, si la mondialisation n'est pas une condition  *nécessaire*  de la fragilisation de notre liberté collective, il est possible qu'elle en soit une condition  *suffisante* .

Est-ce à dire que le triomphe du marché sur l'Etat est assuré pour l'avenir ? Et si c'est le cas, quelles peuvent en être les conséquences sur les sociétés ?

### **La résilience des Etats.**

Etablissons d'abord deux points. Le premier est que, si la tendance à la fragilisation des Etats est avérée, il ne s'agit en rien d'un effondrement. Par exemple, si on mesure le poids des Etats dans la société par le pourcentage du PIB qui est « collectivisé », alors on peut dire que ce poids, par exemple, dans les pays de l'Union européenne, est sensiblement plus élevé aujourd'hui qu'il ne l'était au début des années 70<sup>37</sup>. Certes, les économistes répondront que le poids du budget de l'Etat ne représente pas forcément une  *marge de manœuvre*  accrue. Il reste que ce poids témoigne du fait que la part collectivisée de la valeur ajoutée produite (et donc, en principe, disponible pour le choix social) ne s'est en rien effondrée.

Le deuxième point est que, bien sûr, le monde contemporain est constitué d'Etats de nature extrêmement différente. La capacité à exprimer un « choix social » différent de ce que souhaitent « les marchés » est infiniment différente pour les tout grands Etats (en particulier les USA, qui constituent sans doute une catégorie à eux seuls), pour les Etats de taille moyenne et pour les plus petits.

La question est plutôt de définir la tendance générale pour l'avenir : les Etats resteront-ils maîtres, pour l'essentiel, de leur destin ? Perdront-ils peu à peu leur capacité à décider seuls

---

<sup>34</sup> Van Paris, Ph, op. cit., p. 66-67

<sup>35</sup> Giraud, P-N., op. cit.

<sup>36</sup> Notons que les entreprises, industrielles ou financières, ne sont pas les seuls acteurs à pouvoir mettre les territoires en concurrence. Les travailleurs le peuvent aussi, mais dans une mesure infiniment moindre.

<sup>37</sup> Ce poids est, dans la plupart des pays de l'ancienne « Europe des 15 », entre 40 et 50 %, et il est au-delà de 50 % pour la Suède et le Danemark. Voir : European Commission, DG Ecfm, *General Government Data*, spring 2004.

(déjà largement entamée, de fait) ? Et si oui, sera-ce au profit « des marchés » ? Ou plutôt d'une nouvelle forme « d'ordre politique mondial » ?

Sur ces points, la littérature se divise également. Là où certains mettent en avant surtout la « résilience » des Etats et leur capacité d'action nettement moins entamée qu'on ne l'imagine parfois, d'autres insistent avant tout sur la nécessité d'un ordre « cosmopolitique » qui consisterait, en quelque sorte, à « élever » la régulation politique à hauteur du marché global en la mondialisant à son tour, sous une forme ou sous une autre.

Le sociologue allemand Ulrich Beck, qui s'est fait connaître comme le théoricien de la société du risque, a entrepris dans un de ses derniers ouvrages une analyse systématique et assez fine du jeu des différents acteurs de la scène internationale<sup>38</sup>. Il décrit ainsi cette dernière comme une arène où la concurrence pour le « pouvoir » se jouerait largement entre trois types d'acteurs : les Etats, le capital, et les acteurs de la société civile. Pour le résumer très schématiquement, on peut dire que chaque acteur détient un type de ressource qui lui est propre. Les acteurs proprement capitalistes jouent sur « l'infrapolitique » c'est-à-dire en fait sur la capacité de mettre en œuvre des stratégies qui sont plutôt des stratégies « par défaut » : à l'inverse des Etats, qui sont contraints – d'une manière évidemment très variable – à *légitimer* les décisions qu'ils prennent, le capitalisme international pratique une « *politique de l'apolitique, qui consiste à ne pas faire, et non pas à faire quelque chose devant et pouvant être légitimé politiquement* »<sup>39</sup>. Beck démontre ce qui fait la force des acteurs capitalistes dans une économie partiellement déterritorialisée : ils agissent dans les « interstices » du politique, c'est-à-dire dans le domaine de tout ce qui, sans devoir passer par des procédures de légitimation politique, produira des conséquences de nature politique. Ainsi, là où une politique scientifique délibérée mise en œuvre par l'Etat devrait passer les obstacles de la légitimation publique, la production d'innovation technologique par les firmes ne se heurte qu'au contrôle a posteriori – fragile parce que souvent lui-même territorialisé – des agences sanitaires ou de surveillance scientifique. Dès lors, les entreprises globales peuvent pratiquer ce que Beck appelle la politique du « fait accompli ». Elles conquièrent ainsi – ce n'est pas l'expression de Beck lui-même – ce que l'on pourrait ici aussi appeler un « pouvoir sans autorité », c'est-à-dire un pouvoir de fait, dont la légitimation explicite n'est pas requise : l'autorité privée « (...) fournit aux puissants acteurs économiques un moyen de légitimer leurs intérêts particuliers sans qu'ils aient pour autant à assumer les conséquences de leurs actes sans responsabilité devant l'opinion publique sans consentement démocratique et donc sans la course d'obstacles qui s'impose à l'autorité émanant des Etat de droit et des Etats constitutionnels dès lors qu'elle veut obtenir une légitimation »<sup>40</sup>

Beck, qui n'est pas toujours à l'abri d'expressions un peu « visionnaires » parle ainsi pour caractériser le capitalisme mondialisé de « *quasi-Etat sans territoire* »<sup>41</sup>. Si l'on fait abstraction du côté peut-être un peu excessif (ou à tout le moins prématuré) de la formulation, il reste que l'émergence d'un « pouvoir sans autorité » est bien aussi, on l'a vu, une évolution de l'organisation des sociétés contemporaines *dans l'ordre interne*. On relira à ce sujet les textes pénétrants de Richard Sennett, pour ne citer que lui<sup>42</sup>. Il y a donc un *isomorphisme*

---

<sup>38</sup> Beck U., *Pouvoir et contre-pouvoir à l'heure de la mondialisation*, Paris, Flammarion, Coll., « Champs », 2003.

<sup>39</sup> Beck U., op. cit. p. 270.

<sup>40</sup> Beck. U., op. cit. p.276.

<sup>41</sup> Beck U., op. cit., p. 282

<sup>42</sup> Sennett R. *Le travail sans qualité*, Paris, Albin Michel, 2000.

croissant entre la sphère des relations internationales et la sphère du fonctionnement interne des sociétés.

Mais des auteurs situés dans une logique plus classique de relations internationales, comme Samy Cohen<sup>43</sup>, défendent que la faiblesse des Etats n'est pas si avérée. Par exemple, loin de l'angélisme de la « société civile internationale », on peut faire remarquer que les ONG internationales, lorsqu'elles ne sont pas directement instrumentalisées par leur propre Etat, ce qui est le cas de beaucoup de celles reconnues par l'ONU, renforcent en fait le pouvoir étatique<sup>44</sup>. Elles ne peuvent en effet maîtriser les conséquences de l'appel constant qu'elles font à « l'intervention humanitaire » qui, en définitive, revient aux forces militaires dont les Etats sont encore les (presque) seuls détenteurs. De plus en plus souvent, même, les Etats récupèrent pour leur compte propre la légitimité acquise par les ONG en parant leurs interventions militaires du label « humanitaire ». Beck lui-même ne dit pas autre chose lorsqu'il montre comment les Etats peuvent recouvrer de la légitimité à partir des grandes valeurs morales diffusées par les institutions internationales : « *Ayant la morale pour soi, - la morale des droits de l'homme – on a aussi le droit d'user de la force militaire, au niveau global* »<sup>45</sup>

Si on fait le point, les sociologues de la mondialisation s'interrogent essentiellement sur ce qu'on pourrait appeler la « résilience » des Etats dans un monde qui, non seulement les met en concurrence les uns avec les autres mais voit émerger des acteurs qui jouent un rôle de plain pied dans les relations internationales. La société internationale ne ressemble plus à l'idéal-type « westphalien » où les Etats étaient sinon seul acteurs, du moins acteurs totalement prééminents. On voit plutôt se dessiner une « proto-société » que Beck baptise « cosmopolite » et où cohabitent des Etats, des grandes entreprises, des groupes financiers, des institutions internationales de pouvoir varié, des organisations criminelles et peut-être une ébauche de société civile autour des ONG et de certains mouvements sociaux. Il y a à la fois un consensus pour estimer que les Etats restent détenteurs de ressources spécifiques, en particulier, ils organisent la communauté politique et disposent encore sinon d'un monopole de la violence, du moins d'une extrême prééminence dans le domaine de la force militaire. Pourtant on ne peut manquer d'être frappé par une convergence entre les différents camps autour de l'évanouissement de la notion de « souveraineté ». A l'échelle globale, l'idée d'un pouvoir mondial sans souveraineté, entièrement situé « dans l'immanence » et continuellement réactivé par les besoins de l'intervention d'urgence mobilise des auteurs extrêmement opposés. Ainsi, entre « l'Empire » de Tony Negri<sup>46</sup>, philosophe que l'on peut aisément cataloguer à l'ultra-gauche et la « société cosmopolitique » d'Ulrich Beck, sociologue d'obédience libérale, les similitudes sont souvent étonnantes. Il semble donc bien que, chez un certain nombre de sociologues, du moins, on assiste à la constitution d'un imaginaire émergent, sur lequel on reviendra en conclusion de ce texte.

Des entreprises, à l'organisation des relations internationales, en passant par les sociétés nationales, on peut donc faire l'hypothèse de l'émergence d'une même figure : celle d'une « politique de non-politique », d'une « *politique comme conséquence secondaire* »<sup>47</sup>. On

---

<sup>43</sup> Cohen S., *La résistance des Etats*, Paris, Le Seuil, 2003 ;

<sup>44</sup> Sur les limites de cette notion de « société civile internationale » et sur la façon dont elle peut être instrumentalisée *par* ou *contre* les Etats, on lira avec beaucoup d'intérêt le livre de Gautier Pirotte : Pirotte G., *La notion de société civile*, Paris, La découverte, coll. « Repères », 2007. Voir en particulier le dernier chapitre.

<sup>45</sup> Beck U., op. cit. p. 427.

<sup>46</sup> Negri A. et Hardt M., *Empire*, Paris, 10/18, coll. « Fait et Cause », 2000

<sup>47</sup> Beck U., op. cit., p. 232.

pourrait ainsi pousser plus loin la réflexion de Zaki Laïdi et se demander si le monde lui-même ne serait pas « fractal » : à savoir qu'à chaque échelle, de la plus petite à la plus vaste, on verrait émerger une même configuration du pouvoir, à côté des formes plus classiques de légitimation.

### **Le monde fragmenté**

Est-ce à dire qu'ainsi constitué, un ordre politique « mondial » est imaginable, qui pourrait faire en quelque sorte « jeu égal » avec le marché mondial ? On se gardera ici de faire une prospective trop audacieuse. Mais il paraît certain que cet ordre mondial, s'il se constitue, ne pourra ressembler à l'ordre étatique tel qu'il s'est déployé aux 19<sup>ème</sup> et 20<sup>ème</sup> siècles.

L'Etat-nation s'est constitué autour d'une forte dimension symbolique d'identité et de projet, et sur de puissants mécanismes de légitimation – variable au cours des époques – sans lesquels la constitution d'une société n'est pas possible. C'est cette dimension symbolique qui à l'échelle d'une société, permet de légitimer la totalisation d'une « volonté générale » fût-elle exprimée par des mécanismes essentiellement représentatifs. Or, rien de tel n'existe au sein de l'ordre « cosmopolitique » dont parlent Ulrich Beck ou David Held. Et rien de tel ne semble devoir se préciser à un horizon prévisible. C'est que « *l'humanité n'est pas une société* »<sup>48</sup>. Outre que l'humanité ne constitue pas un « système de relations sociales » suffisamment serré, il lui manque deux éléments essentiels pour qu'on puisse parler de société : elle n'a pas de projet et elle n'a pas d'identité.

*L'humanité n'a pas de projet.*

« *La mondialisation est état, elle n'a pas de sens* », nous dit encore Zaki Laïdi<sup>49</sup>. Même si on peut supposer qu'elle ait été délibérément favorisée par une partie des élites mondiales – surtout occidentales – elle le fut dans une logique de pur intérêt et ne correspond à aucun projet pour l'humanité. « *Le grand défi de la mondialisation découle donc de notre difficulté à l'objectiver, à nous la représenter, à y investir personnellement, affectivement ou collectivement, autrement que par nécessité économique* ».<sup>50</sup> L'ordre mondial est bien issu d'une « non-politique », il est la résultante non intentionnelle de nombreuses stratégies – certaines pesant d'un poids déterminant mais sans pour autant proposer une signification globale à ceux qui s'y engagent. Pour reprendre une formule célèbre de la sociologie pragmatique, l'ordre mondial ne propose pas de « montée en généralité » : il faut bien organiser les interdépendances généralisées parce qu'elles sont là, mais la finitude de la planète apparaît comme une contrainte à gérer bien plus que comme le projet positif d'un hypothétique acteur que serait une humanité en voie de constitution. « *Même les entreprises, que l'on pourrait considérer comme les porteurs de sens privilégiés de cette mondialisation, ne sont pas en mesure de répondre à cette attente. Le changement technologique, moteur de la mondialisation, est autant subi que suscité par ces entreprises* »<sup>51</sup>. La mondialisation est donc toujours en avance sur son interprétation. Elle est bien politique des conséquences non intentionnelles ou infra-politique au sens de Beck ; on peut la trouver exaltante ou effrayante, mais elle n'est pensée en tant que telle par personne, elle est tout entière dans l'immanence, rien ne la guide si ce n'est les logiques entrelacées des différents acteurs poursuivant leurs intérêts spécifiques : acteurs économiques, scientifiques, politiques, sociaux. Laïdi, à

---

<sup>48</sup> Beck U., op. cit., p. 399

<sup>49</sup> Laïdi Z., 2001, op. cit, p 23.

<sup>50</sup> Laïdi Z., ibidem.

<sup>51</sup> Laïdi Z., 2001, op. cit, p. 28

nouveau, fait remarquer que l'accélération du monde au début du 20<sup>ème</sup> siècle, avec l'invention du téléphone, du moteur à explosion, de l'avion, fut célébrée esthétiquement par le modernisme. Mais aucune esthétique ne vient célébrer la mondialisation contemporaine, qui apparaît ainsi comme subie et non agie. « *Ainsi, tous les acteurs du jeu social mondial se projettent dans l'avenir non pas pour défendre un projet mais pour prévenir leur exclusion d'un jeu sans visage* »<sup>52</sup>. En définitive, les seuls à proposer un « sens » pour la mondialisation sont sans doute les altermondialistes, qui tentent de la penser – pour en contester la forme – tout en y participant, bien entendu<sup>53</sup>.

*L'humanité n'a pas d'identité.*

Car la première condition pour avoir une identité, c'est l'existence d'un « autre ». Les identités nationales européennes se sont toutes définies *contre* : contre l'empire oppresseur, contre les autres nations, contre le reste du monde que l'on colonisait. En se souvenant de Carl Schmitt et de sa définition du rapport « ami/ennemi » comme définition même du politique, Laïdi insiste longuement sur le rôle de la guerre dans la construction des identités nationales, et donc des sociétés nationales en particulier dans l'Europe moderne. En cela, il ne fait que reprendre une intuition centrale commune à l'histoire, la sociologie, la science politique ou l'anthropologie, disciplines pour lesquelles, à l'encontre d'un certain discours « politiquement correct » d'aujourd'hui, le conflit a toujours été un des principaux porteurs de sens au sein des sociétés humaines : conflits souvent militaires dans l'ordre international, conflits religieux ou conflits sociaux dans l'ordre interne<sup>54</sup>. Or, au sortir de la seconde guerre mondiale, un conflit géopolitique s'est imposé comme transcendant tous les autres autour de la fracture est/ouest. La guerre froide a été le principal fournisseur d'identités pour les Etats pendant quatre décennies, jusqu'à son effacement rapide – et largement inattendu – au milieu

---

<sup>52</sup> Laïdi Z, 2001, op. cit. p 29

<sup>53</sup> Cette logique de « processus sans sujet » ou de « progression sans finalité, sans *têlos* », nous la vivons tous dans de multiples aspects de notre quotidien. Un bon exemple, à l'échelle du monde universitaire, pourrait être le processus de Bologne. Certes, nous sommes tous convaincus de l'utilité de l'harmonisation des études universitaires au sein de l'espace européen. Mais sur la forme de cette harmonisation, y a-t-il eu réellement un débat public – serait-ce simplement entre les universitaires ? S'est-on demandé si le modèle trois-cinq-huit qui tend à s'imposer correspond à une rationalité *a priori* ? J'avoue que je n'en sais rien mais j'en doute. Il serait intéressant de retracer le processus historique effectif, si c'est encore possible. Mais on peut s'en faire une idée intuitive : dans le monde universitaire global (et européen, d'abord), chaque institution aura tendance à se « caler » sur les autres pour éviter la pire des situations – se retrouve isolée. L'imitation a donc une valeur *en soi*, indépendamment de ce que l'on imite. On pourrait penser que dans une situation où chacun attend l'autre pour l'imiter, il ne se passera rien. Or, la sociologie moderne a montré que ce n'est pas ce qui se produit le plus souvent : l'imitation réciproque en règle générale ne produit pas « rien » mais fait émerger une structure donnée. Ici, cette structure était déjà disponible parce qu'elle était pratiquée par certains acteurs. Je doute qu'ils aient eu réellement besoin d'influencer les autres. La structure s'est imposée non à la suite d'un débat sur ses avantages et ses inconvénients, mais *simplement parce qu'elle était disponible pour l'imitation et que ne pas imiter était suicidaire*. Cette logique d'évolution « sans finalité » ne constitue sans doute pas un problème pour la communauté universitaire européenne qui tire son projet et son identité de son rapport au savoir, à la science, au progrès, à l'éducation, à la citoyenneté. Mais l'humanité, en tant que telle, n'a pas de projet, et la mondialisation n'en est pas un : elle constitue, pour le meilleur et pour le pire, une contrainte que l'humanité s'impose à elle-même, non un projet pour l'humanité. Sur le sujet de l'imitation créatrice, voir les analyses très pénétrantes de Jean-Pierre Dupuy : Dupuy J.-P. *Introduction aux sciences sociales. Logique des phénomènes collectifs*, Paris, Ellipses, 1992 ;

<sup>54</sup> Coser L. *The functions of social conflict*, New York, The Free Press, 1956. Le texte classique de Coser à une tonalité « fonctionnaliste » qui passerait mal dans la sociologie contemporaine mais il présente aussi des intuitions d'une lucidité inégalée sur la manière dont le conflit produit du lien, donc, *intègre*. Le conflit suppose la construction d'un « objet commun de compétition ». Il est aussi souvent le premier mode de contact avec l'autre : « *Conflict seems to be one means of acquiring knowledge about an initially unknown person, thus establishing a basis for other forms of interaction* » : op. cit. p. 221

des années 80. La crise contemporaine de la dynamique identitaire est au cœur de la sociologie contemporaine et elle occupe tous les créneaux du plus micro (la crise de l'identité personnelle), au plus macro (la crise de l'identité nationale et la recomposition de l'ordre mondial) en passant par le méso (la crise des sociétés et de leur intégration). Là également, on peut parler d'une perspective fractale : un isomorphisme se dégage entre tous les niveaux comme si chacun était la reproduction des autres : « *Naguère, l'entrée dans un monde professionnel équivalait à l'entrée dans un ordre social. On en acceptait les rites, les codes et les contraintes. Les contestations syndicales les plus radicales n'étaient pas les moins attachées au respect des règles de cet ordre. En échange, on se voyait conférer un statut, une affiliation à un monde riche de promesses, de « réalisations » et de ressources. Le monde des Etats n'a pas fonctionné autrement. Le fait d'accéder à la souveraineté politique était presque une fin en soi (adhésion symbolique aux Nations Unies). Il conférait non seulement une identité (« je suis un pays du Tiers monde, du camp socialiste ou du monde libre »), mais un moyen de réemployer localement les ressources d'une identité fournie en quelque sorte par le système international lui-même. Les Etats n'avaient pas à se poser la « question du sens » car l'offre de sens était pléthorique* »<sup>55</sup>

La perspective d'un Etat mondial face au marché semble donc à beaucoup non pas seulement utopique, mais structurellement impossible parce qu'il manque précisément la possibilité de concevoir une société mondiale : une société articulée autour d'une identité spécifique, animée d'un projet ou de plusieurs projets organisés en un conflit systémique, dotée aussi d'une frontière et surtout dotée d'un *autre*. Or, par définition le « monde » n'a pas « d'autre », il n'est confronté qu'à lui-même<sup>56</sup>.

Il est même vraisemblable que la mondialisation, loin de favoriser l'extension des Etats, contribue à leur fragmentation. La fin de la guerre froide a aussi des conséquences idéologiques et notamment, le recul de l'idée de solidarité au sein d'un territoire national. « *Avec la répudiation du socialisme, dit-il, le « séparatisme économique » n'a plus de raison de s'avancer masqué. On ne saurait comprendre le régionalisme lombard, le nationalisme flamand ou slovène sans prendre en compte ce facteur élémentaire du ressort nationaliste* »<sup>57</sup>. La logique de fragmentation des Etats est de fait soutenue par le changement d'échelle que constitue une économie mondialisée. En effet, lors de la constitution de la majorité des Etats-Nations et, en particulier, des Etats-Nations européens, la taille (démographique et géographique) de l'Etat pouvait constituer un facteur essentiel parce qu'un marché intérieur trop petit était un handicap pour l'industrie naissante. Ce handicap joue beaucoup moins dans un monde de plus en plus globalisé où la taille du marché intérieur devient un avantage de moins en moins essentiel. Par contre, le coût d'une « grande taille » augment sensiblement avec la mondialisation : dans un système où le marché met les territoires (et donc les Etats) en concurrence, *l'homogénéité sociale* devient un critère décisif de réussite d'un territoire parce qu'elle réduit les coûts de solidarité.

---

<sup>55</sup> Laïdi Z., 2001, op. cit. p. 163

<sup>56</sup> D'où le retour récurrent de ce scénario de science-fiction où c'est la menace « extraterrestre » qui vient sauver l'humanité de l'implosion en lui fournissant un ennemi extérieur. Depuis H.G. Wells et « la guerre des mondes », le succès de ce « script » ne s'est jamais démenti.

<sup>57</sup> Laïdi Z., 2001, op.cit. p 95.

## *Vers un monde ségrégationniste ?*

L'argument est décrit de manière rapide mais lumineuse par Daniel Cohen<sup>58</sup> : dans une économie plus durement soumise à la concurrence ce qui domine, ce sont les « appariements sélectifs » : les plus performants tentent de s'associer entre eux, les plus riches également. Cette logique nouvelle n'est pas liée exclusivement à la mondialisation : comme les autres transformations évoquées dans cet article, elle se produit d'abord dans l'ordre interne des sociétés modernes et dans l'organisation de la production. L'émergence de la société de la connaissance modifie ainsi profondément les formes de l'organisation du travail. Le Taylorisme, en décomposant le travail ouvrier, avait permis, en quelque sorte, la coopération dans une même structure productive, d'ouvriers très peu qualifiés et d'ingénieurs très qualifiés. Le taylorisme suivait donc, si on me permet ce raccourci, une logique « exogame » : les individus différents – et différemment dotés – trouvaient un intérêt à s'associer. La production centrée sur les technologies de l'information devient au contraire « endogame » : sa réussite dépend du maillon le plus faible au sein d'une chaîne complexe de collaborations. Les meilleurs concepteurs de logiciels savent que leur réussite dépendra de leur association avec les meilleurs commerciaux, les meilleurs juristes, etc... Dans cette logique, les plus riches, les plus compétents, les plus chanceux s'associent entre eux et ne laissent comme seule possibilité aux moins dotés que de faire la même chose : c'est la logique des appariements sélectifs qui domine.

Pour Cohen, cette logique s'étend, à travers la mondialisation, aux territoires. On ne peut manquer d'être frappé par le fait, déjà noté depuis une dizaine d'années au moins, qu'en Europe, le nationalisme populiste se développe finalement moins dans des régions économiquement sinistrées que dans des régions riches : l'UDC de Blocher en Suisse, le FPO de Jorg Haider en Autriche, la Ligue Lombarde de Bossi en Italie du nord, le Vlaams Belang de Filip Dewinter en Flandre, tous ces partis expriment fondamentalement la même logique : « nous voulons rester entre nous, nous ne voulons plus de ces régions pauvres qui s'accrochent à nos basques, nous encombrant, nous empêchent de nous développer comme nous le voulons »<sup>59</sup>. Là où le nationalisme du 19<sup>ème</sup> siècle et de la première moitié du 20<sup>ème</sup> cherchait soit à étendre le territoire de l'Etat (impérialisme), soit, à l'inverse, à se libérer de la tutelle d'un empire ou d'une nation « dominatrice » (mouvements de libération), le nationalisme de la fin du 20<sup>ème</sup> siècle, en Europe à tout le moins, est de manière prépondérante un nationalisme *ségrégationniste* porté par des régions riches qui cherchent à se débarrasser de solidarités jugées encombrantes<sup>60</sup>. L'implosion de la Yougoslavie au début des années 90 en est un bon exemple ; on la voit sous un autre jour dès lors que l'on compare les PIB des différentes républiques fédérées : la Slovénie, surtout, la Croatie et la Bosnie dans une moindre mesure, ayant un intérêt évident à s'autonomiser de la Serbie plus pauvre<sup>61</sup>.

---

<sup>58</sup> Cohen D., 1997, op. cit et Cohen D., 2006, op. Cit.

<sup>59</sup> J'ai déjà abordé ce point dans Jacquemain M., « Le capitalisme opportuniste » in Beaufays J., et Delnoye P. (dir) *Pour la démocratie : contrer l'extrémisme liberticide*, Liège, Ed de l'Ulg, 2000.

<sup>60</sup> Lorsqu'il esquisse son raisonnement en 1997, Daniel Cohen fait référence à un document de travail d'Alberto Alesina et Enrico Spolaore deux économistes de Harvard. Depuis, le texte est devenu un gros livre d'économie intitulé « *The size of nations* » publié en 2003 par le MIT et où les auteurs développent les modes de calcul économique permettant de déterminer une « taille optimale » pour les nations dans un monde globalisé. Il est intéressant de noter que les deux économistes en question étaient les invités de la NVA (Nieuwe Vlaamse Alliantie) lors du dernier congrès précédent les élections de 2007.

<sup>61</sup> A quoi on peut ajouter l'élément culturel que Laïdi appelle le « *narcissisme des petites différences, c'est-à-dire l'exaltation de ce qui nos sépare de tout ce dont on est historiquement proche* ». Laidi Z., 2001, op. cit. p. 96

Cette fragmentation apparaît d'autant plus naturelle que la vague précédente de construction d'Etats-Nations s'était faite souvent par agglutination ou soumission de communautés qui auraient pu prendre elles-mêmes le statut de nation : la Catalogne ou le Pays basque en Espagne, l'Ecosse au Royaume-Uni, la Flandre en Belgique, la Tchéquie et la Slovaquie, etc.... Dès lors la redécouverte et l'instrumentalisation des anciennes lignes de fracture s'appuient sur les références historiques et des logiques culturelles aisément mobilisables. La décomposition de l'empire soviétique peut ainsi sans doute s'expliquer par la combinaison de logiques économiques et de logiques culturelles : des Etats n'ayant jamais totalement « digéré » leur annexion à l'URSS, dotés de ressources économiques qui leur permettent d'envisager un destin autonome, et qui se sentent culturellement spécifiques sont inéluctablement tentés par le grand large.

A nouveau, cette fragmentation ne menace pas de la même façon tous les Etats. Certains ont trop à perdre parce qu'ils maîtrisent un territoire, une population, une richesse, une puissance militaire qui leur permet de rester des acteurs partiellement « à la hauteur » du capitalisme mondialisé. Mais, à l'heure actuelle, cela ne semble être indiscutablement le cas que pour les Etats-Unis, acteur trop atypique dans l'ordre étatique pour être traité sur le même pied que les autres, au point que certains n'y voient pas un Etat au sens habituel mais tout simplement la pointe « politico-militaire » d'un « Empire » déjà globalisé<sup>62</sup>. D'autres Etats, comme la France ont particulièrement réussi leur intégration « nationale », marginalisant les anciennes identités pouvant prétendre au statut de nation (Occitans, Bretons, etc.) et sont donc davantage susceptibles de résister à la tentation de l'implosion.

Il est d'ailleurs essentiel d'insister sur un point déjà esquissé : la fragmentation ne concerne pas que l'ordre international. Il est également un processus *interne* aux Etats à leurs territoires, au sein desquels les disparités ne cessent d'augmenter. La fragmentation étatique, lue dans la perspective de « l'endogamie » trouve son pendant dans l'ordre interne des Etats à travers la multiplication des logiques communautaires ou de ghettos. Le développement des « villes privées », aux Etats-Unis et ailleurs, et, de manière plus générale, la tendance à multiplier les espaces « fermés » avec un habitat homogène en témoignent abondamment. Paradoxalement, à partir de raisonnements très différents, Laïdi et Cohen viennent à l'appui de l'idée maîtresse que Pierre-Noël Giraud tire de son analyse rigoureusement historico-économique : un des avènements probables du monde n'est plus seulement la division entre un nord riche et un sud pauvre mais la reproduction des inégalités riches/pauvres avec progressivement la même ampleur, au sein du nord comme du sud<sup>63</sup>. Cette idée est lumineusement exprimée dans un passage où il décrit le monde contrefactuel dans lequel le libre-échange intégral prôné par le capitalisme britannique à la fin du 19<sup>ème</sup> siècle n'aurait pas été battu en brèche par l'histoire chahutée de l'Europe du 20<sup>ème</sup> : « *La richesse des villes centres et des villes relais des activités capitalistes nomades, éventuellement entourées de ceintures agricoles actives, aurait côtoyé de vastes zones effondrées dans la misère et ce, en Europe comme ailleurs. Dans chaque territoire, le type d'inégalité spatiale et sociale caractéristique de l'Ancien Régime se serait très certainement maintenu* »<sup>64</sup>. Sans aller jusqu'à dire que c'est ce qui nous attend maintenant que le monde occidental s'éloigne du fordisme et de ce qu'il appelle la « croissance social-démocrate auto-centrée » (voir plus haut), Giraud se hasarde tout de même à une projection peu engageante : « *Dans ces*

---

<sup>62</sup> Negri A. et Hardt M., op. Cit.

<sup>63</sup> Giraud P.-N., op. cit. Voir en particulier le chapitre conclusif.

<sup>64</sup> Giraud P.-N., op. cit p. 147



*conditions, notre avenir le plus probable en Europe me semble devoir être l'accroissement des inégalités et le laminage des classes moyennes »*<sup>65</sup>

Le décalage des échelles entre logique économique et logique politique peut donc être décrit comme une évolution systémique : l'ouverture de l'économie contribue largement à engendrer la « clôture » du politique. L'élargissement considérable des « opportunités » individuelles suffit à produire par lui-même l'aspiration au repli collectif.

Est-ce à dire que le plus probable, dans le monde globalisé, est la domination du marché sur les Etats ? La victoire définitive de la « liberté des modernes » dont parlait Constant ? Poser la question, c'est, d'une certaine façon, y répondre : Constant ne pouvait défendre la liberté des modernes que *précisément parce que l'Etat existait* et se constituait progressivement, comme Etat fort, annonçant les excès futurs du 20<sup>ème</sup> siècle. Aurait-il pu imaginer ce discours dans une société en pleine anarchie ? L'idée qu'un système de « marché mondial » puisse s'installer qui « surplomberait » les Etats suppose que ce marché soit lui-même encadré par des *institutions* qui lui permettent de fonctionner. Et qui dit « institutions », dit forcément présence du politique et donc, du choix social. Je pense que c'est un point qui, d'une façon ou d'une autre, sera concédé par les économistes : au marché également s'applique le « *quis custodes custodiet* ». Il suffit de voir que le « grand marché européen » n'existe que sous la pression constante d'institutions politiques européennes – aussi critiquées soient-elles – et que la DG la plus visiblement active est celle de la concurrence, soit celle qui tente de faire appliquer la logique du marché. Cette logique de marché et, en particulier le marché concurrentiel, ne constitue pas forcément la pente « naturelle » de l'économie capitaliste et elle ne se soutient que par un réseau d'institutions qui constituent une « *autolimitation du capitalisme* » selon les termes de Boltanski et Chiapello<sup>66</sup>. La décomposition de certaines sociétés nous montre que le capitalisme peut choisir la prédation et la logique mafieuse tout autant que la logique du marché.

Le marché lui-même constitue donc déjà un choix social. Une autre question est de savoir si ce choix social aura quelque chose à voir avec une « liberté collective » ou s'il sera imposé par un réseau d'institutions largement autonomisé de tout contrôle démocratique. Comment peut-on imaginer ce futur ordre politique mondial ? Quelle place y auront les Etats ? Quelle place y aura globalement l'Etat comme forme politique ? Bien malin qui peut aujourd'hui s'avancer sur ce sujet. Mais si l'on explore l'abondante littérature sur le sujet, il semble qu'on puisse distinguer grosso modo trois scénarios « typiques » autour duquel se répartissent les visions d'avenir. Pour les mettre clairement en évidence, je propose de baptiser ces trois scénarios, sans intention polémique, « Empire », « Choc des civilisations » et « Révolution mondiale ».

### **Trois scénarios pour un monde globalisé.**

#### *L'Empire.*

Le premier scénario est celui qui a déjà été esquissé ci-dessus à travers les auteurs à orientation « cosmopolitique ». Il peut paraître surprenant de mettre dans le même cadre

---

<sup>65</sup> Giraud P.-N., op. cit. p. 317

<sup>66</sup> Boltanski L. et Chiapello E. op. cit. p 38 : « *Le capitalisme [...] doit être distingué de l'autorégulation marchande reposant sur des conventions et de institutions, notamment juridiques et étatiques, visant à assurer l'égalité des forces entre opérateurs (concurrence pure et parfaite), la transparence, la symétrie d'information, une banque centrale garantissant un taux de change inaltérable à la monnaie de crédit, etc.* »

conceptuel des auteurs qui, comme Negri et Hardt voient dans l'organisation impériale du monde le sommet de la domination, presque le mal absolu, et d'autres qui, comme Beck ou Held voient dans « l'ordre cosmopolitique » la réalisation ultime de la démocratie mondiale. Mais l'hypothèse que l'on voudra avancer ici – à titre d'esquisse - est que, en définitive, ces différentes visions, bien que *normativement* opposées, se correspondent *descriptivement* et qu'une même conception de « l'ordre mondial » y est à l'œuvre.

En premier lieu, cet ordre est fondamentalement *immanent*, il ne s'affirme pas comme autorité transcendante ou comme souveraineté au sens habituel du terme. « *Le pouvoir* disent Negri et Hardt *n'est pas quelque chose qui règne sur nos têtes, c'est quelque chose que nous faisons* »<sup>67</sup> Même si les deux auteurs, par exemple, attribuent aux Etats-Unis un rôle décisif sur le plan militaire, il ne s'agit nullement d'un « impérialisme américain » : la puissance militaire américaine est présentée comme une fonctionnalité d'un tout. C'est ce tout qu'ils appellent la « pyramide du pouvoir impérial »<sup>68</sup>. Si les Etats-Unis détiennent « *l'hégémonie sur l'utilisation mondiale de la force* [ils constituent] *une superpuissance qui peut agir seule mais préfère agir en collaboration avec les autres sous l'égide des Nations Unies* »<sup>69</sup>. Les Etats-Unis constituent ainsi le « bras armé » d'un pouvoir mondialisé qui inclut également les principaux Etats et les grandes institutions internationales. Sous ce pouvoir mondialisé, le versant « politique » de l'Empire, pourrait-on dire, se tiennent les réseaux complexes tissés tant par les grandes entreprises que par les Etats-Nations « ordinaires ». Et sous ses réseaux se tient la « base démocratique » de l'empire, les populations<sup>70</sup>, représentées par leur Etats, mais aussi par les Eglises, les médias et fondamentalement, les grandes ONG internationales, qui constituent pour Negri et Hardt, l'expression privilégiée de la force de rappel des opinions publiques<sup>71</sup>. L'Empire est donc un pouvoir de domination, certes, mais qui repose ultimement sur une base de *consentement*. Pour Beck, également, la légitimation est précisément ce qui fait défaut au pouvoir du capital dans son « ordre cosmopolitique » et c'est, pour lui aussi, en particulier les grandes ONG qui, au niveau international détiennent aujourd'hui ce pouvoir de légitimer : « (...) *Le capital qui agit et déploie son pouvoir dans l'espace hors légitimation de la translégalité est lui aussi, en tant que tel, extrêmement sensible à la légitimation. [Et les groupes contestataires] arrivent à merveille à incarner la « conscience mondiale » et à la mobiliser (...)* »<sup>72</sup>.

Ensuite, dans les deux cas, ce pouvoir n'a pas de « lieu » : il est diffus. « *Ce ne sont pas les frontières nationales qui sont (nécessairement) de plus en plus poreuses, nous dit Beck, mais le concept d'espace qui subit une véritable mutation. L'important n'est plus d'exercer une domination sur un territoire, mais d'avoir accès à un réseau* »<sup>73</sup>. Et de leur côté, les auteurs de « Empire », insistent sur le fait que « *Dans cet espace lisse de l'Empire, il n'y a pas de lieu du pouvoir : celui-ci est à la fois partout et nulle part. L'empire est u-topia, c'est-à-dire un non-lieu* ».<sup>74</sup>

---

<sup>67</sup> Negri A. et Hardt M., op. Cit. p. 210

<sup>68</sup> Negri A. et Hardt M., op. Cit. P 377-382

<sup>69</sup> Ibidem, p. 377

<sup>70</sup> Que Negri et Hardt appellent la « multitude », concept que je ne me hasarderai pas à définir ici.

<sup>71</sup> « Opinion publique » ne fait évidemment pas partie du langage de « Empire » mais il me semble que s'écarter du langage parfois lourd de l'ouvrage peut aider à la clarté. A charge pour les philosophes de critiquer cette exégèse un peu « sauvage ».

<sup>72</sup> Beck U., op. cit., p. 332.

<sup>73</sup> Beck U., op. cit., p. 268.

<sup>74</sup> Negri A. et Hardt M., op. cit. p. 239.

Troisièmement, mais on ne l'illustrera pas ici, le nouveau pouvoir mondial est avant tout un pouvoir de « négativité » : ce n'est pas un pouvoir de *faire* mais un *pouvoir de réguler*. Ou, dans un autre registre, utilisé pratiquement à l'identique dans les deux ouvrages, c'est une « gouvernance sans gouvernement ». L'Empire, réaffirment régulièrement Negri et Hardt dans de nombreux passages est « appelé à l'existence ». Il est une réponse aux « situations d'urgence » et notamment à la multiplication des conflits locaux, en particulier des conflits humanitaires.<sup>75</sup> Il s'ensuit, et c'est une quatrième similitude que le nouvel ordre mondial s'appuie sur la réhabilitation de la guerre : alors qu'au sortir de la seconde guerre mondiale, la pensée politique occidentale avait largement fait de la guerre le « mal suprême », et des efforts pour la bannir le sens de la construction d'une communauté internationale, Negri et Hardt insistent sur le retour dans la pensée politique contemporaine de l'idée de « guerre juste », élaborée y compris par des philosophes étiquetés de gauche comme Michael Walzer<sup>76</sup>. La même idée est exprimée chez Beck par ce qu'il appelle « l'activisme humanitaire militaire » : « *ayant la morale pour soi, la morale des droits de l'homme, on a aussi le droit d'user de la force militaire – au niveau global* »<sup>77</sup>. L'idée que l'humanitaire et le militaire tendent à fusionner est, cela dit, aussi défendue par Samy Cohen<sup>78</sup>, qui se démarque pourtant clairement de la conception globalisante de Beck ou de Negri et Hardt. Elle est remarquablement incarnée, par ailleurs, à travers la personnalité d'un Bernard Kouchner, issu directement de l'humanitaire d'urgence et qui a défendu avec constance les interventions militaires à vocation humanitaire, jusqu'à devenir un des rares intellectuels français à prendre parti pour la guerre américaine en Irak.

Il faudrait un texte entier pour argumenter qu'il y a bien un « imaginaire émergent » commun entre « l'Empire » de Negri et Hardt, d'un côté, et la perspective « cosmopolitique » de Beck (mais aussi, sans doute, de Held, et dans une moindre mesure de Giddens), de l'autre. L'intérêt de cette comparaison systématique (qui reste à faire) est précisément de voir cette même description d'un ordre global partagée par des auteurs que, pour le reste, tout sépare sur le plan politique et qui ont en commun d'avoir exercé une influence elle aussi mondiale dans leurs sphères respectives. On est très loin, bien sûr, d'une sociologie empirique, concrète et ces constructions peuvent paraître fort spéculatives. Mais la tentative de construire une synthèse a ce mérite – malgré toutes ses simplifications – de proposer une grille de lisibilité de la mondialisation. Selon ce scénario de « l'Empire », l'ordre mondial en voie de constitution doit être conçu à la fois comme *émergent* et *immanent* : émergent parce qu'il n'est pas issu d'une politique volontariste d'un acteur ou d'un ensemble d'acteurs mais plutôt de la résultante non intentionnelle de l'entrecroisement de multiples stratégies ; *immanent* parce que, si c'est un ordre inégal et donc construit sur la domination, il est aussi « légitimé », du moins, factuellement, par le fait que cet ordre répond à des demandes issues de toutes les strates de la population mondiale et portées, elles aussi par une multitude d'acteurs « représentatifs ». Mais cette légitimité n'est « totalisée » nulle part. Il n'y a rien qui ressemble dans cet ordre mondial à la « volonté générale » de Rousseau, ou, à tout le moins, nul mécanisme pour l'exprimer.

---

<sup>75</sup> Ce serait toute une recherche en soi que d'établir les homologues entre les deux textes. Comparons par exemple des deux phrases sur l'émergence de « l'Empire » : « *Ceci est peut-être une des caractéristiques centrales de l'Empire : il réside dans un contexte mondial qui l'appelle continuellement à l'existence* » (Negri A., op. cit., p.229) et par ailleurs : « (...) *les formes traditionnelles d'organisation et de légitimation de la politique nationale, qui étaient liées à un territoire, montrent leurs limites. Divers acteurs non étatiques s'engouffrent dans le vide ainsi créé et y déploient leur politique de (non-)politique, qui définit de nouvelles bases* » (Beck U., op. cit. p. 281).

<sup>76</sup> Walzer M., *Guerres justes et injustes*, Paris, Folio, coll. « Essais », 2006

<sup>77</sup> Beck U., op. cit. p. 427

<sup>78</sup> Cohen S., op. cit. Voir en particulier le chapitre V, extrêmement révélateur.

Dans cette représentation de l'ordre mondial, les Etats ne disparaissent pas. Ils deviennent des acteurs parmi d'autre du système mondial, en concurrence ou en alliance, selon les cas, avec les entreprises capitalistes et les acteurs de la « société civile » que sont les églises, les ONG, les média. Ce qui disparaît, me semble-t-il, c'est la *souveraineté* : elle n'est présente ni au niveau mondial, puisqu'il n'y a pas des structure étatique mondiale, ni au niveau des Etats, même pas pour les Etats-Unis à qui est généralement dévolu un rôle particulier dans leur scénario de par leur écrasante domination militaire et technologique. Dans cette perspective-là, si les marchés « surplombent » les Etats et si aucun Etat ne « surplombe » les marchés, il y a bien un ordre global de nature *politique*. La question par contre se pose de savoir s'il est possible de rendre cet ordre démocratique et ce que cela peut signifier. La réponse des différents auteurs serait évidemment extrêmement différente à cette question. Mais, *in fine*, la description qu'ils nous présentent correspond plutôt à celle du « pouvoir sans autorité » que j'ai évoqué précédemment.

### *Le choc des civilisations*

Le deuxième scénario, celui du « choc des civilisations » peut se déduire du livre éponyme de Samuel Huntington. La thèse est présentée de manière très claire dès les premières pages du livre : « *Quel est le thème central de ce livre ? Le fait que la culture, les identités culturelles, qui, à un niveau grossier, sont des identités de civilisation, déterminent les structures de cohésion, de désintégration et de conflits dans le monde d'après la guerre froide. (...) Dans ce monde nouveau, les conflits les plus étendus, les plus importants et les plus dangereux n'auront pas lieu entre classes sociales, entre riches et pauvres, mais entre peuples appartenant à différentes entités culturelles* »<sup>79</sup>.

Tout l'ouvrage est consacré à illustrer et rendre plausible cette thèse centrale. Accueilli avec un certain scepticisme par les sciences sociales lorsqu'il est sorti aux Etats-Unis en 1996, le livre a évidemment connu un fort regain d'intérêt à partir du 11 septembre 2001. Ce gros texte solidement documenté est d'ailleurs loin d'être le brûlot « va-t-en-guerre » que l'on imagine parfois. Au contraire, une des cibles récurrentes de Huntington, est l'orgueilleuse prétention à l'universalité de la culture occidentale : « *A la fin du 20<sup>ème</sup> siècle, le concept de civilisation universelle sert à justifier la domination culturelle de l'Occident sur les autres sociétés et présuppose le besoin qu'elles auraient d'imiter les pratiques et les institutions occidentales. (...) Ce que l'Occident voit comme universel passe ailleurs pour occidental* »<sup>80</sup>.

Mais bien sûr, la plupart des lecteurs de Huntington ne remarqueront guère ces multiples *caveat*. L'ouvrage apparaîtra plutôt comme le porte-drapeau de la défense de l'Occident en déclin contre les blocs civilisationnels « émergents » en particulier les plus susceptibles d'entrer en conflit avec le monde occidental : la civilisation islamique et la civilisation chinoise. C'est donc une véritable proposition de géopolitique que fait Huntington, qui suppose le « *containment* » de la puissance militaire des zones chinoises et islamiques, l'intégration de l'Europe de l'est à l'OTAN (ce qui s'est fait depuis), la reconnaissance de la Russie comme puissance régionale légitime et, *in fine*, un prudent abstentionnisme : « *admettre que toute intervention de l'Occident dans les affaires des autres civilisations est probablement la plus dangereuse cause d'instabilité et de conflit généralisé dans un monde*

---

<sup>79</sup> Huntington S., *Le choc des civilisations*, Paris, Odile Jacob, 2000 [1996], p.17 et p. 23

<sup>80</sup> Huntington S., op. cit. p. 84. Dans sa conclusion, il ajoute « *Dans un monde traversé par les conflit ethniques et les chocs entre civilisations, la croyance de l'Occident dans la vocation universelle de sa culture a trois défauts majeurs : elle est fausse, elle est immorale, elle est dangereuse* » (Ibidem, p. 467-468).

*aux civilisations multiples* »<sup>81</sup>. En même temps, l'ouvrage se différencie fortement de ce qui a été produit par la sociologie de la mondialisation dans la veine de Negri, Beck, Giddens, Held et consorts. D'abord parce qu'il met au centre de ses préoccupations les différences culturelles. Ensuite parce qu'il redonne la primauté au géostratégique sur le sociétal et l'économique. Le monde de Huntington est un monde où, en définitive, les aires civilisationnelles sont un peu traitées comme de « super-Etats-nations », avec des intérêts propres et une sorte de politique d'Etats. Mais l'auteur note aussi que les « guerres civilisationnelles » pourraient bien être plus dures encore que les guerres entre Etats ayant des intérêts divergents : c'est que, comme d'autres l'avaient noté avant lui, les conflits pour des avantages économiques ou matériels sont davantage susceptibles de solutions négociées (« un peu plus pour toi, un peu moins pour moi ») en raison de la nature *incrémentale* de « l'intérêt », alors que les conflits de valeur se ramènent en général au « tout ou rien » - il n'y a pas de compromis possible entre deux vérités incompatibles<sup>82</sup>. Dans le paradigme du « choc des civilisations », la notion d'un « ordre cosmopolitique » est donc remplacée par une vision finalement plus classique des relations internationales où les « civilisations » jouent un rôle assez similaire à celui des Etats-Nations dans le modèle « westphalien ».

La théorie de Huntington a des atouts pour séduire les sociologues. La centralité du concept de « culture » répond à certaines intuitions (postérieures) d'Alain Touraine<sup>83</sup>. Par ailleurs, on aurait pu penser que Zaki Laïdi, qui nous décrit surtout un monde « privé de sens » envisage la thèse de Huntington comme une réponse possible à l'illisibilité de la mondialisation : de nouvelles lignes de fracture apparaissent, des conflits se réorganisent et semblent précisément « réintroduire du sens ». Pourtant, et en dépit du succès public considérable de sa thèse, Huntington n'est jamais cité ni par Beck, ni par Negri et Hardt qui écrivent pourtant plusieurs années après lui. Et il est expédié en une seule phrase par Laïdi, qui lui reproche de ne rien comprendre au « narcissisme des petites différences » (voir plus haut). Quant à Touraine, il estime que la thèse du choc des civilisations, si elle a le mérite de réintroduire dans l'analyse le rôle des cultures et des religions, ignore complètement la *déterritorialisation* des structures de pouvoir et des lignes de conflits : même Al Qaeda se présente comme un *réseau*, forme centrale dans la description sociologique du monde globalisé et dans le scénario que nous avons baptisé « Empire ».

Au total, la plus grande faille de la théorie de Huntington, sa fragilité fondamentale, tient au fait qu'elle *essentialise* l'idée de culture, faisant de chacune d'elle une sorte de « totalité systémique », autonome, délimitée, capable d'agir de manière stratégique en fonction de ses intérêts propres. Si cette vision, effectivement « produit du sens », c'est au détriment, sans doute, d'une compréhension réelle des phénomènes d'osmose, de métissage, de « brouillage des frontières », de construction de réseaux et surtout de pluralisation des identités, phénomènes qui ont toujours caractérisé à un certain degré la construction identitaire mais qui prennent aujourd'hui une ampleur inégalée. La thèse de Huntington est aveugle au processus qui fait de toutes les identités culturelles des reconstructions permanentes, perméables aux circonstances, aux stratégies politiques, aux jeux d'alliance. Il paraît impossible aujourd'hui de comprendre la politique de la Chine, de l'Arabie Saoudite ou des Etats-Unis en référence à la simple hypothèse d'un « choc civilisationnel ». De la même façon, la décomposition à

---

<sup>81</sup> Huntington S., op. cit. p 470-471. On fait bien sûr ici une lecture « bienveillante » de l'œuvre de Huntington en lui accordant systématiquement le bénéfice du doute sur le message qu'il entend transmettre. Autant l'auteur peut critiquer avec insistance la prétention de l'Occident à l'universalité, autant il se présente comme un « défenseur de l'Occident » comme culture *particulière*.

<sup>82</sup> Notion qui avait été signalée par Inglehart op. cit. 1977 et 1997 et aussi par Hirschman.

<sup>83</sup> Touraine A., op. cit.

l'infini de l'Irak révèle le poids déterminant des facteurs « infracivilisationnels » ou « intercivilisationnels ». De ce point de vue, la logique proposée par Benjamin Barber<sup>84</sup>, qui écrit en même temps que Huntington, paraît finalement plus pertinente : il oppose lui aussi la prétention occidentale à la domination culturelle (« Mc World ») et les résistances qu'elle rencontre, la plupart du temps arc-boutées sur la valorisation extrême d'une tradition fantasmée (« Djihad »). Mais Barber insiste sur le fait que « Mc World » et « Djihad » se mêlent sans cesse : les snipers de Sarajevo portent des Nike et demandent aux journalistes qui les accompagnent des nouvelles de Michael Jordan. Les djihadistes islamistes utilisent les GSM et des ordinateurs (et apprennent à piloter des avions). Les rues de Moscou se remplissent des symboles de la culture de la consommation américaine au moment même où le Russe moyen recommence à se méfier des « visées de l'Occident ». Les cultures ne sont pas étanches, elles ne sont pas pérennes, elles ne sont pas forcément territorialisées. Elles se recomposent sans cesse et se mêlent à la modernité. Huntington n'a pas forcément tort lorsqu'il met le doigt sur des difficultés culturelles radicales, en particulier l'incapacité de l'Australie à se redéfinir comme un pays « asiatique » bien que ses intérêts géo-stratégiques l'y encouragent<sup>85</sup>. Mais sa « mise en ordre » du monde, aussi documentée soit-elle, reste finalement assez naïve. Elle isole indûment une « strate » de la réalité complexe des rapports sociaux mondiaux pour en faire la clef unique de sa compréhension.

Il reste qu'on ne peut qu'être fasciné par le succès de cette thèse dans le public occidental et dans une partie de ses élites : preuve que la mondialisation est bien aujourd'hui, comme le dit Laïdi, « privée de sens ». Tout se passe comme si la fin de la guerre froide avait effectivement ouvert une période d'illisibilité au sein de laquelle les nations seraient « en recherche d'ennemis ». Tout se passe comme si nos sociétés avaient besoin d'un « imaginaire du conflit » pour remplacer le précédent. La façon dont l'Islam a pris la place du « communisme » dans un certain discours politique et médiatique est à certains égards fascinante et nous oblige à prendre en considération le travail de Huntington même s'il ne paraît pas une représentation adéquate du monde contemporain. A défaut d'être forcément une thèse sociologique crédible, le « choc des civilisations » est en effet un imaginaire porteur. Or chacun sait que le propre de la sociologie est de produire un savoir partiellement *performatif* : les théories d'aujourd'hui peuvent devenir les réalités de demain si suffisamment d'acteurs sociaux influents croient suffisamment à ces théories pour agir en fonction d'elles<sup>86</sup>. Il n'est pas impossible, de ce fait, que la thèse de Huntington, après le 11 septembre, soit aujourd'hui une description plus crédible de l'avenir du monde qu'au moment où elle a été élaborée.

### *Révolution mondiale*

J'ai baptisé « révolution mondiale », un peu par ironie – mais pas uniquement – une troisième représentation du monde globalisé : celle qui imagine la reconstruction à l'échelle mondiale d'un conflit structurant majeur comme l'a été le conflit capital/travail dans les sociétés occidentales entre, grosso modo, 1850 et 1975. Cette thèse ne me paraît pas portée comme telle par des sociologues de la globalisation mais elle est présente chez ceux qui étudient les mouvements sociaux<sup>87</sup>. Elle est aussi très présente dans la mouvance altermondialiste elle-

---

<sup>84</sup> Barber B., op. cit.

<sup>85</sup> Huntington, op. cit. p. 218-223.

<sup>86</sup> J'ai développé ce point dans un petit livre récent sur les théories de la conspiration écrit avec Jérôme Jamin : Jacquemain M. et Jamin J. *L'histoire que nous faisons. Contre les théories de la manipulation*. Bruxelles, Labor, coll. « Liberté, j'écris ton nom », 2007

<sup>87</sup> Voir par exemple la très intéressante thèse de Geoffrey Pleyers : Pleyers G. *Sujet, expérience et expertise dans le mouvement altermondialiste*. Thèse de doctorat en Sociologie. Paris, EHESS et Liège, Ulg, 2006.

même et notamment chez les intellectuels qui s’y retrouvent, souvent inspirés de la tradition « critique » bourdieusienne, mâtinée de Chomsky ou du Monde Diplomatique.

L’idée qu’un conflit social dominant pourrait voir le jour à l’échelle mondiale une fois levée l’hypothèque de la guerre froide apparaît dans de nombreux textes depuis 1989, avec des moments plus « forts » et des moments de repli. Elle paraît peu plausible aujourd’hui mais n’est, à tout prendre, pas plus naïve que celle du choc des civilisations. Elle met en scène la grande alliance des « déshérités » de tout bord contre les institutions du capitalisme mondial. Elle exprime en fait une sorte de « Contre-Empire<sup>88</sup> », constitué lui aussi d’acteurs très divers : des Etats-Nations (Cuba, le Vénézuéla...), des mouvements sociaux (les altermondialistes, les Zapatistes au Mexique, le mouvement écologiste...), des catégories sociales (les « exclus des sociétés occidentales et les prolétaires du sud...), etc.

Cette thèse peut en fait recevoir un soutien (involontaire, sans doute) des travaux d’économistes comme Giraud ou Cohen. S’il se confirme que le monde globalisé évolue vers une certaine forme de « fractalité », c’est-à-dire que les inégalités à l’échelle macro entre nord et sud se reproduisent à l’échelle méso, au sein des Etats-Nations eux-mêmes, voire à l’échelle micro, au sein des communautés urbaines, alors l’idée d’une sorte de « grande alliance » entre les « dominés » de tous bords (état, individus, communautés...) n’est pas absurde.

L’enchevêtrement des inégalités et des conflits à l’échelle planétaire exclut que cette alliance se produise à un horizon prévisible. Mais, on ne peut que constater que l’euphorie qui a accompagné la fin de la guerre froide a été de fort courte durée. La perspective annoncée par Fukuyama<sup>89</sup> de triomphe définitif de la démocratie libérale de marché comme modèle unique, ne suscite aujourd’hui ni enthousiasme excessif, ni, finalement, beaucoup de crédit au sein de la communauté des sciences sociales. L’idée d’une diffusion possible, au sein même des sociétés riches, des inégalités planétaires est la grande peur des sociétés occidentales – et en particulier européennes – et alimente aussi bien le souci (aujourd’hui clairement majoritaire) de se replier sur sa « communauté » (nationale ou autre) que les tentatives de chercher des connexions avec les « victimes » d’ailleurs. Dans le même temps, la doxa du consensus de Washington est fragilisée par la défection – au moins intellectuelle – de certains de ceux qui l’ont portée<sup>90</sup>. Si, comme le pensent de plus en plus de sociologues, d’historiens et d’économistes, le modèle d’Etat social « généreux » des sociétés occidentales du 20<sup>ème</sup> siècle est une parenthèse historique dans la marche « logique » du développement du capitalisme « post-industriel », alors l’idée de la réorganisation du monde autour d’un conflit planétaire entre dominés et dominants n’est pas absurde, aussi abstraite et improbable paraît-elle aujourd’hui.

---

<sup>88</sup> Tout en rejetant clairement les aspects « immanentistes » et « émergentistes » qui caractérisent fondamentalement aussi bien la thèse de Negri et Hardt que celle de Beck.

<sup>89</sup> Fukuyama F. *La fin de l’histoire et le dernier homme*, Paris, Hachette, coll. « pluriel », 1993

<sup>90</sup> Voir les multiples prises de position de Joseph Stiglitz, ancien numéro deux de la Banque Mondiale, ou de Georges Soros, grand spéculateur international reconverti en critique du « capitalisme de casino ». Quelle que soit la sincérité de ces prises de positions, elles alimentent l’idée que les élites économiques et politiques mondiales sont aujourd’hui bien moins convaincues qu’il y a une quinzaine d’année de l’évidente bénignité du « consensus de Washington ».

## *Etat et marché.*

Ces trois scénarios peuvent être lus, comme je l'avais annoncé, comme des « imaginaires sociologiques », des « grilles de lisibilité », loin, bien sûr, des faits précis de la recherche empirique mais susceptibles de proposer une signification plausible à la myriade de « faits concrets » et de modèles « à portée limitée » auxquels nous sommes confrontés. La mondialisation pourrait bien nous obliger à accorder plus d'attention à ces interprétations globalisantes puisqu'en son cœur même, quelle qu'en soit la lecture que l'on en fait, il y a une multiplication des interdépendances à l'échelle planétaire.

Le plus vraisemblable est sans doute qu'aucun de ces trois scénarios ne s'imposera de manière évidente et que nous allons, cahin-caha, vers un monde globalisé qui comprendra, dans une articulation complexe, des éléments des trois, voire d'autres qu'il ne nous est pas encore possible d'anticiper. Je n'ai pas non plus évoqué le scénario apocalyptique de la catastrophe écologique radicale, non pas qu'il soit totalement improbable (les prises de consciences semblent systématiquement décalées par rapport aux évolutions effectives) mais parce qu'il rend la question de départ relativement caduque : qui peut savoir ce qu'il adviendrait de l'Etat ou du marché « *The day after* » ?

Bien entendu, le rapport entre Etat et marché, et plus fondamentalement encore, le rapport entre politique et économique est différent selon les trois scénarios.

Dans le scénario « Empire », on assiste à une interpénétration poussée des deux sphères, le politique prenant la forme d'une régulation « émergente », qui n'est vraiment ni globalement pensée, ni globalement réalisée.

Dans le scénario « choc des civilisations », on peut penser que le monde ressemblerait à ce que fut l'Europe de la période « westphalienne » : des sortes de « blocs d'Etats » à prétention souveraine, souvent en guerre, ce qui n'empêche pas le commerce de se développer et des marchés de fonctionner.

Enfin, dans le scénario « révolution mondiale », on peut imaginer – mais sans savoir quelle forme elle prendra – qu'une communauté politique globale (mais on a vu les énormes difficultés conceptuelles que cela pose) pourrait se construire autour d'un conflit social globalisé et venir, *in fine*, « surplomber » le marché mondial.

Tout cela n'est que conjecture. Mais peut-être la vraie question est-elle ailleurs : au-delà des rapports entre l'Etat et le marché, quelle forme pourrait prendre une décision démocratique à l'échelle des problématiques mondiales ? Comment concilier l'ouverture économique, à travers la globalisation des échanges, et la demande de « clôture politique » que cette ouverture engendre elle-même ? Comment construire une volonté démocratique qui ne pourra jamais sans doute plus jamais être totalisée en une « volonté générale » à la Rousseau mais qui, beaucoup plus vraisemblablement, se construira à travers un ensemble complexe de réseaux, de connexions, de rapports de force, « d'infrapolitique » et de « pouvoirs sans autorité » ? Comment, en un mot, reconstruire de la légitimité ?

On peut penser que ces questions seront au centre des préoccupations des acteurs économiques, politiques, sociaux du 21<sup>ème</sup> siècle.

**Coda : Babel.**



A travers ce très court texte (ou très long selon ce que le lecteur attendait), j'ai tenté une synthèse de quelques grands textes sociologiques contemporains sur la mondialisation pour voir quelles ressources ils nous offrent afin de « lire » les transformations globales dans l'articulation entre politique et économique, entre « liberté individuelle » et « liberté collective ».

La sociologie idéale serait, selon moi, celle qui serait capable, raisonnablement, de permettre aux acteurs « ordinaires » de faire le lien entre ces différentes lectures et leur « vécu » au quotidien. Mais il est possible que ce soit une tâche trop ambitieuse pour une démarche scientifique, même au sein d'une science « molle ». Il est possible qu'ici le chercheur doive laisser la place à l'artiste. C'est pourquoi, au lecteur qui m'aurait suivi jusqu'ici et qui trouverait ces réflexions désespérément opaques, je ne saurais proposer meilleur conseil que de s'empressement de les oublier pour aller voir ou revoir le merveilleux film *Babel* d'Alejandro Gonzalez Inarritu.

Marc Jacquemain  
2/08/2007

## REFERENCES

- Barber B., *Djihad VS Mc World*, Paris, Desclée de Brouwer, 1996
- Bauman Z., *Le coût humain de la mondialisation*, Paris, Hachette, 1999
- Beck U., *Pouvoir et contre-pouvoir à l'heure de la mondialisation*, Paris, Flammarion, Coll., « Champs », 2003.
- Boltanski L., Chiapello E., *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, nrf, coll. « essais », 1999
- Castells M. *L'ère de l'information* Tome 1 : *La société en Réseaux*, Paris Fayard, 1998. Tome 2 : *Le pouvoir de l'identité*, Paris, Fayard, 1999. Tome 3 : *Fin de millénaire*, Paris, Fayard, 1999
- Cohen D., *Richesse du monde, pauvreté des nations*, Paris, Flammarion, 1997
- Cohen D., *Trois leçons sur la société post-industrielle*, Paris, le Seuil, Coll. « La couleur des idées », 2006
- Cohen S., *La résistance des Etats*, Paris, Le Seuil, 2003
- Constant, B. « De la liberté des anciens comparée à celle des modernes », Discours prononcé à l'Athénée de Paris (1819) in Constant B. *Ecrits politiques*, Paris, Gallimard, coll. Folio, 1998
- Coser L. *The functions of social conflict*, New York, The Free Press, 1956
- Dupuy, J.-P. *Introduction aux sciences sociales. Logique des phénomènes collectifs*. Paris, Ellipses, 1992.
- Fukuyama F. *La fin de l'histoire et le dernier homme*, Paris, Hachette, coll. « pluriel », 1993
- Gauchet M., *La démocratie contre elle-même*, Paris, Gallimard, coll. Tel, 2002
- Giraud P.-N., *L'inégalité du monde. Economie du monde contemporain*, Paris, Gallimard, 1996
- Giddens A., *Les conséquences de la modernité*, Paris, l'Harmattan, 1994 [1990]
- Giddens A., « Living in a post-traditional society » in Beck U., Giddens A., Lash S., *Reflexive modernization*, London, Polity Press, 1995, p. 56-109
- Grenade S. et Jacquemain M. « Les imaginaires de la mondialisation », *Politique*, février 2005
- Hirschman, A.O. *Exit, voice, and loyalty. Response to decline in firms, organizations and States*, Harvard University Press, Cambridge (Mass), 1970. Traduction française : *Défection et prise de parole*, Paris, Fayard, Coll. « L'espace du politique », 1995.

- Huntington S., *Le choc des civilisations*, Paris, Odile Jacob, 2000 [1996].
- Inglehart R. *The silent revolution*, Princeton, Princeton University Press, 1977
- Inglehart R. *Modernization and postmodernization*, Princeton, Princeton University Press, 1997
- Jacquemain M., « Le capitalisme opportuniste » in Beaufays J., et Delnoye P. (dir) *Pour la démocratie : contrer l'extrémisme liberticide*, Liège, Ed de l'Ulg, 2000
- Jacquemain M., *La raison névrotique. Individualisme et société*. Bruxelles, Labor, 2002.
- Jacquemain M. et Jamin J. *L'histoire que nous faisons. Contre les théories de la manipulation*. Bruxelles, Labor, coll. « Liberté, j'écris ton nom », 2007
- Laïdi Z., « Les imaginaires de la mondialisation », *Esprit*, octobre 1998.
- Laïdi Z., *La mondialisation comme phénoménologie du monde*, texte non publié, 1999
- Laïdi Z., *Un monde privé de sens*, Paris, Hachette, coll. Pluriel, 2001
- Negri A. et Hardt M., *Empire*, Paris, 10/18, coll. « Fait et Cause », 2000
- Pirotte G., *La notion de société civile*, Paris, La découverte, coll. « Repères », 2007
- Pleyers G. *Sujet, expérience et expertise dans le mouvement altermondialiste*. Thèse de doctorat en Sociologie. Paris, EHESS et Liège, Ulg, 2006
- Quaden G. *Le néo-capitalisme*, Paris, Jean-Pierre Delarge, 1976
- Sennett R. *Le travail sans qualité*, Paris, Albin Michel, 2000
- Touraine A. *Un nouveau paradigme. Pour comprendre le monde aujourd'hui* Paris, Fayard, 2005
- Van Parijs Ph., *Sauver la solidarité*, Paris, Editions du Cerf, 1995
- Walzer M., *Guerres justes et injustes*, Paris, Folio, coll. « Essais », 2006 [1977]